

Document

Que vient faire en Birmanie la secrétaire d'Etat Hillary Clinton?

(Reuters et dejunterlabirmanie.fr)

30 novembre 2011

Titre originel : *Clinton en Birmanie pour plaider la cause de la démocratie*

La secrétaire d'Etat Hillary Clinton a entamé mercredi une visite en Birmanie, la première d'un chef du département d'Etat américain depuis 1955.

Son avion a atterri à l'aéroport de Naypyitaw, nouvelle capitale de la Birmanie, pays où elle doit rester trois jours.

Elle plaidera la cause des réformes auprès des nouveaux dirigeants civils du pays et s'entretiendra également avec Aung San Suu Kyi, chef de file de l'opposition.

Hillary Clinton est la première chef du département d'Etat à se rendre en Birmanie depuis John Foster Dulles en 1955. Sa visite vient couronner une période de transformations rapides et notables du pays vers un système plus démocratique.

Lors de son séjour, elle devrait presser les dirigeants birmans de rompre leurs contacts avec la Corée du Nord et de poursuivre la marche vers la démocratie.

Hillary Clinton doit être reçue jeudi à Naypyitaw par le président birman, Thein Sein, et par d'autres hauts responsables du régime. Elle se rendra ensuite à Rangoun, l'ancienne capitale, où elle déposera une offrande à l'imposante pagode Shwedagon, dont la flèche dorée est depuis longtemps l'un des emblèmes de la nation birmane.

A Rangoun, elle aura deux occasions de s'entretenir avec Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix 1991 qui a passé 15 des 21 dernières années en détention avant d'être libérée en novembre 2010. Elle la verra tout d'abord jeudi soir lors d'un dîner privé, puis le lendemain à son domicile.

Hillary Clinton aura également des contacts avec des représentants de la société civile et de minorités ethniques au cours de sa visite, qui avait été annoncée par le président Barack Obama lors d'un sommet régional ce mois-ci.

28 novembre 2011

Titre original : *En Birmanie, beaucoup reste à faire pour établir la démocratie*

Alors que certains parlent déjà d'un "printemps birman" pour évoquer les progrès du régime, la dictature est toujours l'une des plus répressives au monde souligne Frédéric Debomy, auteur de "Résistantes. Pour une Birmanie libre".

"La non-désintégration de l'unité, la non-désintégration et la consolidation de la souveraineté nationale : telles sont nos causes", martelait la dictature militaire birmane depuis des années. Les "éléments de destruction internes et externes" devaient être écrasés afin de préserver l'unité et l'indépendance de la nation. Telle était donc la rhétorique brutale d'un régime qui surprend aujourd'hui les observateurs par une série de gestes inattendus et l'amélioration remarquée du climat politique.

Comment cela s'est-il produit et quelles conclusions en tirer? Il faut d'abord évoquer la "feuille de route" vers la démocratie des généraux birmans, initiée en 2003 après que l'attaque sanglante du convoi d'Aung San Suu Kyi, dirigeante de la Ligue Nationale pour la Démocratie alors en tournée politique, ait conduit le Japon à suspendre son aide et les Etats-Unis à durcir leur régime de sanctions. Cette feuille de route n'était-elle qu'une mascarade destinée à maintenir le statu quo? La réalité pourrait être plus nuancée.

Ce processus avait été mis en oeuvre par l'ancien premier ministre Khin Nyunt, alors considéré comme "la voix de la raison au sein du gouvernement, prêt à des accommodements avec l'extérieur" [1]. En somme, on peut penser que le régime avait envisagé dès 2003 qu'il lui faudrait procéder à une ouverture (contrôlée) du jeu politique pour garantir la pérennité de son règne. Khin Nyunt, ayant perdu la confiance de Than Shwe, l'homme fort du régime, sera cependant arrêté et assigné à résidence dès octobre 2004.

Les faits peuvent alors laisser penser que le projet initial de Khin Nyunt s'est mué sous la direction de Than Shwe en une stratégie visant à tromper la communauté internationale sur les intentions du régime et à gagner du temps. Mais peut-être le projet initial n'avait-il pas été totalement abandonné : l'actuel président Thein Sein, qui a affirmé récemment son attachement au "pouvoir militaire", a joué un rôle important dans l'accomplissement des différentes étapes de la feuille de route.

La métamorphose de la dictature

Cela pourrait expliquer les évolutions survenues ces mois derniers sous la direction de Thein Sein : reprise du dialogue avec Aung San Suu Kyi, suspension d'un projet de barrage controversé, adoption d'une loi autorisant les syndicats et le droit de grève, mise en place d'une commission nationale des droits de l'homme, relâchement de la censure.

Assiste-t-on à une transition qui s'opèrerait "par le haut", et à laquelle la mobilisation continue des forces démocratiques serait étrangère ? On peut aussi penser qu'en ne relâchant pas la pression, les forces démocratiques et leurs soutiens internationaux ont poussé le régime à évoluer : la métamorphose de la dictature militaire en un régime "civil" n'ayant pas convaincu, il lui fallait aller au-delà de la mise en place d'une parodie de démocratie. Ce serait alors l'échec du processus de la feuille de route, plutôt que son accomplissement, qui pourrait expliquer les changements survenus.

Assurément, la tenue des élections sous contrôle de novembre 2010 n'a pu empêcher l'ONU de poursuivre ses critiques du régime, ni persuader l'Association des nations d'Asie du Sud-est

(ASEAN) qu'il était opportun de permettre au régime birman de prendre sa présidence en 2014. Les sanctions économiques des pays occidentaux étaient par ailleurs maintenues. Nulle normalisation des relations avec la communauté internationale ne s'était donc opérée. Le régime échouait en outre à neutraliser ses diverses oppositions (forces démocratiques emmenées par Aung San Suu Kyi, groupes armés issus de minorités nationales aspirant à un Etat fédéral et démocratique).

Le régime était-il menacé dans sa survie immédiate?

Les sanctions économiques appliquées par l'Occident à l'encontre du régime ne sont certes pas à même d'entraîner sa chute : le pouvoir birman commerce essentiellement avec les puissances régionales que sont la Chine, l'Inde et les pays de l'ASEAN.

Alors pourquoi, d'un coup, tant de précipitation à entreprendre des réformes refusées depuis plus de vingt ans ? Beaucoup des opposants à la politique de sanctions ont estimé qu'elle aurait pour seul effet de "jeter les Birmans dans les bras des Chinois", éloignant davantage encore la perspective d'une évolution démocratique. Mais le régime se trouverait-il bien dans les bras des Chinois? Selon un officiel indien (cité par Wikileaks), le pouvoir birman les détesterait et préférerait ne pas avoir à coopérer avec eux mais le ferait par pragmatisme, ayant le sentiment que Pékin est plus fiable que New Delhi.

Il faut en revenir ici à l'idéologie du régime : la souveraineté nationale avant tout. Or les pressions exercées par les puissances occidentales (notamment par le biais des Nations unies) ont obligé le régime à devoir beaucoup compter sur la protection de la Chine, seule puissance régionale à disposer aujourd'hui d'un droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU [2]. A cette forme de dépendance s'est ajoutée le poids croissant de la Chine dans l'économie birmane. Cela a-t-il fini par dépasser ce qu'un régime farouchement attaché à l'idée de souveraineté nationale pouvait tolérer?

Foncièrement xénophobe, le régime birman s'est toujours montré soucieux de préserver la population birmane de l'influence étrangère. Les pressions initiées par les occidentaux (tel le projet de mise en place d'une commission d'enquête onusienne sur les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis en Birmanie) l'obligent cependant à compter sur les puissances régionales.

Une évolution partielle de la dictature

Pour y échapper, Thein Sein semble désormais parier sur l'amélioration des conditions de vie de la population :

“La question de l'économie nationale est liée aux questions politiques. Si la nation jouit de la croissance économique, la population deviendra riche et de ce fait ne sera pas soumise à l'influence des éléments [de destruction] internes et externes.” [3]

Or on imagine mal un retour des instances financières internationales sans que le régime n'améliore ses relations avec l'Occident. Les anciens généraux en seraient-ils arrivés à penser qu'il leur fallait composer avec les forces démocratiques emmenées par Aung San Suu Kyi (jusque-là considérées comme des “éléments de destruction internes”) pour améliorer ses relations avec l'Occident et entamer le développement du pays ?

Souveraineté nationale, maintien du pouvoir militaire : rien ne dit encore que l'idéologie du régime ne perdure pas. C'est donc à cette aune qu'il convient d'interpréter les évolutions en cours : un homme (Thein Sein) peut certes changer, mais il est plus difficile d'imaginer un régime entier évoluer d'un coup. Or ceux qui tiennent le pouvoir en Birmanie aujourd'hui sont essentiellement

ceux qui en bénéficiaient avant la mutation récente du régime militaire en un régime “civil” : si Thein Sein a pu mener un certain nombre de réformes jusqu’à présent (et s’il le peut encore), c’est sans doute que ses actions répondent à la volonté commune des membres du régime de voir les fondamentaux préservés.

Il faut donc interroger les éventuelles limites du processus en cours : si le projet de Thein Sein demeure le maintien du pouvoir militaire, le processus de démocratisation pourrait ne pas aller aussi loin que nous le souhaiterions.

Certes, les derniers développements sont encourageants : adoption d’une loi autorisant les manifestations, probable retour dans la légalité d’une Ligue Nationale pour la Démocratie jusque-là interdite par le régime. Mais on ne saurait considérer qu’un véritable progrès est à l’œuvre en Birmanie tant que l’ensemble des prisonniers politiques n’aura pas été libéré et qu’un cessez-le-feu n’aura pas été conclu entre l’armée régulière birmane et les groupes armés issus des minorités nationales.

Rappelons-le : l’armée birmane se rend actuellement coupable de nombreuses atteintes aux droits de l’homme à l’encontre des populations civiles des régions en conflit (torture, exécutions extrajudiciaires, recours au déminage humain et au travail forcé...). La communauté internationale doit réclamer avec force la fin de ces violations. Elle doit en outre être consciente du fait que les problèmes de la Birmanie ne sauraient être résolus sans que les revendications des minorités nationales ne soient entendues : il ne saurait y avoir de stabilité en Birmanie si ces dernières sont négligées.

Frédéric Debomy a coordonné le livre “Résistances. Pour une Birmanie libre.” (Aung San Suu Kyi, Stéphane Hessel et Info Birmanie) aux éditions Don Quichotte.

Notes

[1] Selon un homme d’affaires à Rangoun, cité par Thierry Falise dans son livre *Aung San Suu Kyi. Le jasmin ou la lune*, éditions Florent Massot, 2007.

[2] On notera avec intérêt l’appui du régime birman à la volonté indienne de devenir membre permanent du Conseil de sécurité.

[3] *Burma Campaign News* numéro 21, publication de Burma Campaign UK, été 2011.